1. Domaine d'application

Les présentes Conditions Générales (ci-après les « **CG** ») s'appliquent à l'ensemble des produits et services (ci-après Prestations) fournis par HydraConsult Sàrl (ci-après « **HC** »). Les CG font partie intégrante des contrats conclus entre HC et ses clients (ci-après le « **Mandant** »).

2. Entrée en vigueur du contrat

Le contrat entre en vigueur :

- Par la signature d'un contrat écrit entre HC et le Mandant;
- Par l'acceptation de l'offre de HC par le Mandant. Dans ce cas, le contrat entre HC et le Mandant est conclu au moment où HC reçoit l'offre finale signée par le Mandant.

Dans le cas où, après réception par le Mandant de l'offre de HC, le Mandant envoie une commande écrite à HC, la commande sera considérée comme une acceptation intégrale de l'offre finale faite par HC

3. Hiérarchie des documents

Les rapports juridiques entre HC et le Mandant sont régis par les dispositions suivantes, par **ordre de priorité** :

- a) Le contrat écrit conclu entre HC et le Mandant et signé par ces derniers ;
- b) L'offre finale de HC ;
- c) Les présentes CG ;
- d) L'appel d'offre du Mandant ;
- e) Les normes et règlements SIA applicables ;
- f) Le droit suisse exclusivement

4. Prestations

Le site www.hydraconsult.ch met à disposition des Clients diverses Prestations pouvant être exécutées ou livrées à la suite d'une procédure de commande. Les Prestations fournies par HC comprennent exclusivement les Prestations telles que prévues dans le Contrat et, le cas échéant, les modifications ultérieures expressément convenues par écrit entre les Parties.

5. Droits et obligations de HC

5.1 Devoir de diligence : Pour atteindre les objectifs prévus dans le contrat, HC s'engage à servir les intérêts du Mandant au mieux de ses connaissances et de sa compétence. HC fournit les prestations contractuelles dans le respect des règles de l'art généralement reconnues dans son domaine d'activité.

5.2 Devoir de mise en garde : HC est tenue d'attirer l'attention du Mandant sur les conséquences de ses instructions, en particulier en ce qui concerne les délais, la qualité et les coûts, et de le mettre en garde contre les dispositions et demandes inadéquates.

Si le Mandant maintient une instruction, malgré la mise en garde expresse de HC, il devra en assumer seul les conséquences en cas de dommages. En outre, HC pourra renoncer à son mandat afin d'exclure sa responsabilité, également envers des tiers. Dans ce cas, toute obligation d'indemnisation à la charge de HC pour résiliation en temps inopportun est exclue.

5.3 Confidentialité et protection des données : Chacune des parties s'engage à tenir secrètes toutes les informations remises par l'autre partie et expressément désignées comme étant confidentielles.

Sont également considérées comme confidentielles les informations transmises oralement, à condition que la confidentialité de ces informations soit **confirmée par écrit** dans un délai de 10 jours après leur divulgation.

Ne peuvent en aucun cas être considérées comme confidentielles, les informations qui :

- se trouvaient dans le domaine public ou librement accessibles au moment où elles ont été transmises à l'autre partie ;
- sont devenues publiques indépendamment de toute action ou omission de la part de l'autre partie ;
- se trouvaient déjà en possession de l'autre partie avant la conclusion du contrat et qui ne faisaient pas l'objet d'une clause de confidentialité ;
- ont été transmises par un tiers à l'autre partie sans mention de l'existence d'une clause de confidentialité et reçues de bonne foi par cette partie.

Sauf stipulation écrite contraire prévue par les parties, HC est autorisée à :

- faire figurer dans ses listes de références le nom du Mandant, ainsi qu'une courte description des prestations effectuées ;
- publier son œuvre sous réserve de la sauvegarde des intérêts du Mandant. HC a également le droit d'être citée en tant qu'auteur dans les publications correspondantes du Mandant ou de tiers.

5.4 Propriété intellectuelle : HC et son Mandant s'engagent réciproquement à respecter l'ensemble des droits de propriété intellectuelle de l'autre partie et à prendre toutes les mesures nécessaires afin d'éviter toute atteinte à ces droits.

5.5 Utilisation du résultat du travail et conservation des documents : Le paiement des honoraires donne le droit au Mandant de faire usage des documents de travail de HC dans le but convenu contractuellement exclusivement.

En particulier, le Mandant acquiert la propriété des résultats des études et des documents pour lesquels il a payé des honoraires. Il a le droit de multiplier ces documents pour un usage interne dans sa propre organisation, à condition que cela corresponde aux objectifs du projet.

HC demeure toutefois propriétaire des documents de travail originaux, qui devront être conservés pendant 10 ans dès la fin du mandat sous leur forme originale ou sous une forme se prêtant à la reproduction.

5.6 Recours à des tiers en vue de l'exécution du contrat : HC a la faculté de recourir à des tiers, à ses propres frais, en vue de l'exécution de ses obligations contractuelles. Dans ce cadre, elle peut leur permettre d'avoir accès aux documents et peut leur fournir des informations. HC exige de ces tiers un traitement confidentiel des connaissances ainsi acquises

6. Délais

Les délais de livraison sont fixés dans le contrat.

Si une partie n'est pas en mesure de fournir une prestation contractuelle dans les délais prévus dans le contrat, les délais et échéances incombant à l'autre partie sont prolongés en conséquence.

HC ne répond pas des dommages consécutifs à un retard pour lequel aucune faute ne lui est imputable, soit notamment en cas de force majeure, d'événements imprévisibles au moment de la conclusion du contrat, en cas de retard de livraison de la part d'un sous-traitant, d'interdictions prononcées par les autorités (pandémie) ou en cas de manque de collaboration de la part du Mandant.

Lorsque l'exécution de la prestation devient définitivement impossible, par exemple parce qu'un acte convenu pour une certaine date ne peut être accompli en raison d'une interdiction prononcée par les autorités, notamment en cas de pandémie, l'article 119 du Code suisse des obligations trouve application. Les obligations découlant du contrat s'éteignent. Les parties sont libérées de leurs obligations non encore exécutées et sont tenues de se restituer ce qu'elles ont déjà reçu.

7. Droits et obligations du mandant

7.1 Obligations

- a) **Obligation d'information** : En vue de l'exécution du contrat, le Mandant transmettra à HC toutes les informations nécessaires à la bonne réalisation du mandat.

Le Mandant demeure exclusivement responsable de l'exactitude, de l'exhaustivité et de la fiabilité des informations qu'il transmet à HC. HC part du principe que les informations transmises par le Mandant sont complètes, fiables et exactes, y compris dans le cas où le Mandant a obtenu ou remis ces informations par le biais de tiers.

Les dommages, les retards et les frais découlant d'informations tardives, manquantes ou incomplètes, provenant du Mandant, sont exclusivement à la charge de ce dernier. Cas échéant, le Mandant remboursera à HC les dépenses en sus.

- b) **Confidentialité** : Sauf clause contractuelle particulière, le Mandant est tenu au secret à l'égard des tiers concernant toute information confidentielle reçue de HC.

- c) **Acceptation des prestations** : A défaut d'un refus écrit, argumenté et fondé, remis dans un délai de 30 jours suivant la réception des résultats, les prestations sont réputées acceptées.

7.2 Droits

Le Mandant est habilité à donner des instructions à HC.

HC est tenue d'attirer l'attention du Mandant sur les conséquences de ses instructions, conformément à son devoir de mise en garde, tel que prévu à l'art. 5.2 des CG.

8. Responsabilité

a) En général

HC est responsable des préjudices causés intentionnellement ou par négligence grave. En revanche, toute responsabilité pour négligence légère est exclue. Cela est valable pour la responsabilité civile contractuelle et extracontractuelle.

Lorsque la réalisation des objectifs fixés par le contrat dépend de circonstances qui sortent du contrôle de HC, HC n'encourt aucune responsabilité si les objectifs ne peuvent pas être atteints. Cette clause est notamment valable pour les décisions de tiers difficilement prévisibles (p.ex. attributions de crédits ou d'autorisations).

HC n'est pas responsable pour les prestations de tiers indépendants qui se trouvent en relation contractuelle directe avec le Mandant.

HC ne répond pas des activités des tiers qu'elle a elle-même requises, si le Mandant a été préalablement informé de la délégation et qu'il ne s'y est pas opposé dans un délai de 10 jours dès la communication de l'information par HC, et pour autant que HC ait fait preuve de toute la diligence requise dans le choix du tiers et dans les instructions données.

En application et conformément à l'art. 101 al. 2 CO, toute responsabilité du fait des auxiliaires, au sens de l'art. 101 al. 1 CO, est exclue.

Dans le cadre de l'exécution du mandat, HC part du principe que :

- Le Mandant et les tiers désignés par lui mettent à disposition de HC des informations et documents exacts et complets en vue de l'exécution du mandat ;
- Les résultats ne seront pas utilisés de manière partielle ;
- Les résultats ne seront pas utilisés pour un but autre que celui convenu contractuellement entre les parties.

Si ces conditions ne sont pas respectées, HC décline toute responsabilité envers le Mandant pour les dommages qui pourraient en résulter.

Si un tiers utilise les résultats du travail ou s'il fonde des décisions sur ceux-ci, HC décline toute responsabilité pour les dommages directs et indirects qui pourraient en résulter.

b) Limitation de la responsabilité

Lorsque la responsabilité de HC est engagée à l'égard du Mandant, elle se limite au 50% de l'honoraire payé pour l'activité liée à l'évènement dommageable.

HC ne répond en aucun cas ni des dommages indirects (consécutif au défaut) ni de purs dommages économiques.

Les événements dommageables doivent être notifiés sans délai à l'autre partie contractante afin de minimiser les dommages. Les éventuels dommages supplémentaires résultant d'un retard dans la notification d'un évènement dommageable devront être supportés par le Mandant lui-même.

c) Assurance responsabilité civile

HC dispose d'une assurance responsabilité civile d'entreprise, dont la couverture est la suivante :

CHF 5'000'000.- par évènement dommageable pour l'ensemble des dommages et frais.

En tous les cas, fait foi le contrat d'assurance responsabilité civile, dont une copie est mise à disposition du Mandant lorsque celui-ci en fait la demande.

Validité territoriale : la couverture s'étend au monde entier à l'exclusion des Etats-Unis d'Amérique (USA) et du Canada.

9. Suspension & résiliation anticipée du contrat

a) Suspension : Si, après avoir suspendu l'exécution du contrat, le Mandant en demande la reprise après un délai de plus de 180 jours, HC est en droit de refuser la reprise du mandat et de le considérer comme étant terminé, sans avoir à fournir de justifications ni être redevable de dommages-intérêts au Mandant.

En cas de reprise du contrat, HC est en droit de réclamer une indemnité correspondant aux frais de réorganisation consécutifs à la suspension et à la reprise du contrat.

b) Résiliation anticipée du contrat : En cas de résiliation anticipée du contrat par le Mandant, HC est en droit de réclamer une indemnité pour les honoraires perdus. Le montant de l'indemnité correspond à 25% des honoraires de la partie du mandat qui n'aura pas été effectuée du fait de la résiliation anticipée.

En cas de résiliation anticipée du contrat par HC en temps inopportun, le Mandant a droit au remboursement du préjudice ainsi causé.

Dans le cas où HC rencontrerait, durant l'exécution du contrat, des difficultés imprévisibles au moment de la conclusion du contrat et dont la solution nécessite la mise en œuvre de moyens hors de proportion avec le montant du contrat et dont le client refuserait le surcoût, HC pourrait alors unilatéralement résilier le contrat. La résiliation ainsi intervenue ne saurait donner lieu à l'octroi d'une quelconque indemnité.

10. For et droit applicable

Pour tous les litiges pouvant survenir entre les parties contractantes, les tribunaux ordinaires compétents sont ceux du siège de HC.

En application de l'art. 3 des CG, le droit suisse est exclusivement applicable.

11. Dispositions financières

Sauf disposition contractuelle contraire :

- Les prix sont stipulés en francs suisses, sans TVA ;
- HC a droit au paiement d'acomptes à concurrence des prestations contractuelles fournies ;
- Les factures sont payables dans les 30 jours dès leur réception par le Mandant.

En cas de retard, un intérêt moratoire de 5% peut être mis à la charge du Mandant à l'échéance du délai de paiement.

HC peut exiger une garantie pour le paiement des honoraires ou un paiement anticipé approprié.

Prestations supplémentaires : Toutes les prestations qui ne figurent pas dans les documents contractuels sont considérées comme des prestations supplémentaires. Sauf accord particulier, les prestations supplémentaires sont facturées selon les tarifs horaires de HC en vigueur au moment où la prestation est fournie.